

LA LETTRE DE LA NAF

SUPPLEMENT AU N° 210 DE LA NOUVELLE ACTION FRANCAISE - 2 OCTOBRE 1975

CREPUSCULE

En pleine page du "Monde", le dessin quotidien de Konk : dans le ventre de sa mère, un enfant crie "pitié !". Il y a un an, cette image aurait fait ricaner une gauche unanimement favorable à l'avortement. Aujourd'hui elle émeut, car l'enfant et sa mère sont espagnols et ont failli être exécutés.

Cela n'excuse ni les bourreaux, ni la parodie de justice qui a conduit cinq militants politiques devant le peloton d'exécution. Mais je voulais établir cette relation, qui rend un peu ambiguë l'indignation des consciences officielles de la gauche établie. Et puis, M. Marchais a-t-il vraiment sa place au premier rang des protestataires, lui qui fut au moins par son silence, le complice d'un autre totalitarisme ?

Mais le souvenir du Goulag ne légitime pas la terreur blanche qui s'abat une nouvelle fois au delà des Pyrénées. Elle est, comme derrière le rideau de fer, le signe d'un échec. Elle marque aussi, aujourd'hui en Espagne comme au temps du stalinisme vieillissant, la fin d'un régime qui en vient à frapper par colère, par vengeance ou par simple réflexe, comme la bête aux abois. A Madrid, on appelle cela le complexe du bunker...

Je n'ignore pas les arguments que la droite pourra brandir : l'ordre social à maintenir, la "révolution marxiste" à contenir, l'autorité de l'Etat à défendre coûte que coûte... Nous connaissons la chanson : elle inspirait déjà les auteurs du pronunciamiento de 1936 et accompagnait, pendant et après la guerre civile, les exécutions massives qui provoquaient l'indignation de Bernanos.

Car enfin, Franco a eu près de quarante ans pour restaurer l'Etat et l'ordre social, quarante ans pour ruiner les fondements de la "révolution marxiste". Et voilà l'Espagne dans une situation aussi déplorable qu'avant la prétendue "croisade" !

Il faut bien se rendre à l'évidence : si l'Espagne a réussi son "décollage économique", son gouvernement n'a résolu ni le problème de la justice, ni celui de la liberté ! Eternel vainqueur d'une guerre civile atroce et jamais oubliée, il a simplement gelé les problèmes en espérant qu'ils se résoudraient tout seuls. Ainsi l'autonomisme basque qui lui éclate à la figure, quarante ans après Guernica. Ainsi le problème catalan, et celui du syndicalisme, que la bureaucratie phalangiste a tenté d'étouffer, et celui des libertés publiques, qu'une politique de répression permanente prétendait faire disparaître.

....

Tout celà surgit, revit et grandit au pied du vieux bunker que n'entourent plus les hommes d'Eglise et dont l'armée même semble se désintéresser. Tout craque et tout lache : depuis la droite affairiste jusqu'aux technocrates qui avaient donné au régime un semblant de modernité. Restent les pires, qui n'ont rien à perdre tant ils sont marqués : les Goebbels, les Doriot, les Joannides qui forment l'armature de toutes les dictatures.

Demain tout sera balayé, comme dans ce Portugal qui a effacé en quelques jours jusqu'au souvenir du salazarisme. Pour le meilleur ou pour le pire ? On constate à Lisbonne, l'ambiguïté et les dangers de la "révolution des oeillets". On peut prédire à Madrid que l'après-franquisme sera à l'image des derniers instants de la dictature : chaotique et même sanglant si le "Caudillo" persiste dans sa politique de terreur; moins tendu si le vieux général cède enfin la place. Mais la repression qui s'annonce de nouveau risque de compromettre définitivement les chances d'une transition pacifique, risquant même d'écarter Juan Carlos - très étroitement associé au régime- alors que le prince héritier pouvait représenter une espérance de paix et de fraternité.

Recommençant obstinément sa guerre civile, sourd aux exigences de justice et de liberté, ayant mis une seconde fois son pays au ban des nations, le vieux putchiste aura décidément tout raté. Jusqu'à sa propre mort qui aurait pu être paisible.

BERTRAND RENOUVIN

LA RELANCE ... DU CHOMAGE ?

Tandis que les observateurs s'interrogent sur l'incidence réelle du budget de 1976 sur la relance économique, les décisions de licenciements et de mise en chômage partiel se multiplient.

Il est vrai que M. Fourcade nous a prévenu que les effets du plan de relance ne se feraient pas sentir avant le printemps. Mais comme le même Fourcade a déclaré que le problème majeur de 1976 serait celui de l'inflation, on peut se demander si un nouveau "plan de refroidissement" ne devra pas être adopté dans quelques mois, avec son cortège de faillites et de licenciements.

Décidément, nous ne sommes pas sortis de l'auberge. Mais veut-on vraiment nous en sortir ?

EVANGILE ET PAIX

" Nous sommes anti-marxistes parceque nous considérons que le marxisme est une erreur, qu'il va contre Dieu, l'Evangile, l'Eglise et l'homme.... Mais nous n'approuvons pas pour autant l'anti-marxisme pour promouvoir des idées et des attitudes parfois pires que le marxisme lui-même qu'il prétend combattre".

Ce jugement parfaitement équilibré est aussi un acte de courage puisqu'il émane d'un document publié par les évêques chiliens pour le second anniversaire du coup d'état de Pinochet. Le document *Evangile et Paix* condamne également la torture physique et morale et cette "déformation du nationalisme" qui " confine le patriotisme à la manière de penser et de sentir d'une partie seulement des habitants d'un pays".

Voilà un texte que devraient méditer tous ceux qui, du Chili au Brésil en passant par l'Espagne, prétendent fonder "l'ordre chrétien" sur les prisons et les camps, les tortures et les exécutions.

INEPTIE GALONNÉE

Il faut "trouver un meilleur équilibre entre les forces nucléaires et les forces dites conventionnelles" a déclaré le général Méry à notre confrère *Le Point*. Le chef d'état-major des armées souhaite en effet qu'à l'exemple des deux "Grands" la France développe un arsenal militaire classique lui permettant de jouer plus activement son rôle dans le "concert des nations". On attend avec impatience un vigoureux démenti à cette déclaration inepte, aux conséquences ruineuses et dangereuses.

- Inepte parce qu'en imitant les impérialismes, la France n'accroîtrait en rien sa sécurité : l'arme nucléaire suffit à écarter toute menace d'agression.
- ruineuse parce que la constitution, l'entretien et le renouvellement de grandes divisions mécanisées exigeraient des sommes considérables et nécessiteraient le maintien de la conscription.
- dangereuse enfin car la théorie de Méry sur le rôle de la France dans le "concert des nations", débouche sur des opérations type Suez 1956, qui risquent d'aboutir à de nouvelles humiliations ou à l'enlèvement dans quelque Vietnam. Car, par un paradoxe apparent, la bombe atomique est strictement défensive, alors que l'arsenal classique peut être un instrument d'agression, comme on l'a vu au Proche-orient.

Et puis, comment ne pas voir que la déclaration de Méry rejoint les thèses militaires de Washington comme celles des partisans d'une "défense collective" de l'Europe ?

EN MOUVEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT - LA N.A.F. EN MOUVEMENT

§ Autant qu'on puisse en juger huit jours après sa parution, la nouvelle présentation de la N.A.F.-journal a été très bien accueillie par les lecteurs. Des améliorations de mise en pages seront encore apportées dans les semaines à venir.

§ Un effort très important de prospection pour trouver de nouveaux abonnés est en cours. Nos amis et lecteurs sont invités à y participer soit par leurs dons, soit en souscrivant à des abonnements de propagande (au tarif spécial de 10 f pour 2 mois) au profit de personnes susceptibles d'être intéressées.

§ Dans la région parisienne, notre réseau de kiosques doit être augmenté, nos lecteurs peuvent nous y aider (prendre contact avec Frédéric Aimard).

§ Une première "session de formation" régionale aura lieu les 11 et 12 octobre dans les Vosges (près de Gérardmer) tous nos abonnés de l'est sont invités à y participer.

§ Le livre de Philippe Vimeux "Le Comte de Paris ou la passion du présent" sera disponible vers le 20 Octobre. Une importante campagne de lancement est prévue à partir de cette date.

§ Des "journées royalistes nationales" (dans le style de Rueil) sont prévues pour fin janvier. Elles seront l'aboutissement d'une "campagne royaliste" qui se déroulera pendant tout le premier trimestre de l'année scolaire.

L'EMPRUNT GISCARD 1973

Lancé le 16 janvier 1973 pour un montant de 5,5 milliards, l'emprunt Giscard présente des caractéristiques complexes qui cachent les pratiques inquiétantes de l'Etat-Rivoli.

Pourtant, l'emprunt 7% 1973 a été présenté par son promoteur comme une oeuvre de justice, rompant avec les fructueuses exonérations du célèbre emprunt Pinay, source d'une importante évasion fiscale. De fait, le "Giscard 73" ne prévoit aucune exonération, mais une alléchante -indexation puisqu'il est stipulé que le capital et l'intérêt sont assortis d'une garantie de change, reposant sur l'unité de compte agricole européenne- elle-même définie en fonction d'un poids d'or (0,888 mg). Il est donc prévu que, chaque 31 décembre, on comparera le rapport entre le franc et l'Unité de compte. Si le rapport n'a pas varié, chacun empochera ses 7% d'intérêt. Dans le cas d'une dévaluation, la référence à l'Unité de compte permettra de compenser la perte de valeur du franc. Ces dispositions compliquées sont parfaitement honnêtes. La pratique de l'Etat-Giscard l'est moins :

1°) Fin janvier 1974, Giscard décide de faire flotter le franc, ce qui correspond à une dévaluation de fait. Les porteurs attendent la procédure d'indexation, non pas en décembre 1974 (puisque l'exercice, commencé le 1er janvier, ne serait pas complet), mais pour décembre 1975. Pas de chance : la France rentre dans le "serpent" le 30 juin dernier ! Les porteurs sont donc restés pendant 18 mois face à un cas d'indexation mais sans que la clause puisse jouer. Conclusion : Giscard, qui contrôle les variations de l'Unité de compte (il faut l'unanimité des Neuf pour changer sa définition), et qui dispose d'une totale liberté quant à la position du franc par rapport au "serpent", est le maître absolu de la valeur du coupon de l'emprunt (chose impossible avec un système d'indexation sur l'or).

2°) Ces chinoiseries permettent toutes les spéculations sur la valeur du capital. Comme celle-ci évolue en fonction de la position du franc, il suffit de connaître à l'avance les décisions de la rue de Rivoli pour faire de fructueuses opérations en bourse. Bien sûr, le secret qui entoure les décisions monétaires réduit le nombre des spéculateurs : ils doivent nécessairement appartenir à la caste dirigeante. Mais, à notre connaissance, Giscard ne s'est jamais déclaré partisan d'une spéculation populaire ...

PATRONAT DE COMBAT

Parcequ'il réclamait le paiement de ses heures légales de délégation (soit 1 h 30), un jardinier de 27 ans, délégué du personnel, militant royaliste de la Nouvelle Action Française, a été frappé dans l'après-midi du 26 septembre par son patron, président du syndicat des horticulteurs et pépiniéristes d'Ille et Vilaine (à ce titre signataire de la convention collective) et maire de l'Ermitage, une commune de la banlieue de Rennes.

Dans cette entreprise d'une quinzaine de personnes, l'ensemble du personnel est payé à l'heure et le salaire maximum d'un ouvrier n'atteint pas 1800 F par mois après onze ans d'ancienneté.

Une plainte a été déposée et l'inspection des lois sociales a été saisie.